

Solidaire
Unitaire
Démocratique

SUD défend la pérennité des stockages souterrains :

SUD Energie, très implanté dans le stockage souterrain gaz de Chemery (Storengy, filiale de GDF-Suez), s'est fortement investi dans le mouvement de grève qui a eu lieu en février. Après 8 jours de grève reconductible, l'intersyndicale SUD-CGT-FO a obtenu un protocole de fin de conflit apportant des garanties sur l'emploi et l'avenir des sites de stockage. Pour SUD, il était en effet essentiel de réagir aux menaces qui pèsent sur l'avenir des salariés, les directions n'hésitant pas à envisager des fermetures d'ateliers ou de sites, dans une vision à très court terme basée sur les fluctuations du marché du gaz : le gaz est très peu cher en ce moment, donc pourquoi ne pas maintenir ouverts les sites dits "non rentables"? ... quitte à hypothéquer l'avenir, dans une logique toute financière ! **SUD se félicite de ce succès et restera très vigilant sur la suite.**



SUD ÉNERGIE SE DÉVELOPPE

Le premier syndicat SUD énergie trouve naissance en 1995 à Montpellier. Que de chemin parcouru!!! Maintenant représentatif dans des unités et des entreprises de plus en plus nombreuses, SUD énergie continue à se développer. Syndicat très combattu par les différentes directions d'entreprises mais également par des centrales syndicales qui voient d'un mauvais oeil le type le syndicalisme que nous entendons défendre....Un syndicalisme de lutte et de transformation sociale.

Pas celui qui prétend contrôler la colère des salariés !

Des élections auront lieu à la fin de cette année et dans certains endroits, les salariés ont pris conscience de l'impérieuse nécessité de changer de syndicalisme et de venir renforcer sud énergie.

C'est le cas du syndicat autonome de l'énergie de la centrale de Civaux

Voici un extrait de leur tract:

Le syndicat autonome de l'énergie Civaux va renforcer la fédération SUD énergie.

Après consultation de l'ensemble de nos adhérents, le SAEC a décidé de rejoindre SUD énergie.

En effet, il s'agit d'un véritable plébiscite, puisque 97% des adhérents se sont prononcés "pour" ce rapprochement qui correspond bien mieux à nos valeurs et au syndicalisme que nous comptons développer sur le CNPE de CIVAUX.

Le SAEC a le désir de peser véritablement dans l'entreprise, à tous les niveaux du syndicalisme et dans l'intérêt des salariés. Notre volonté d'évoluer au sein d'une véritable structure fédérale nous a conduit à nous tourner vers ce syndicat d'avenir qu'est SUD énergie.

En attendant que ce rapprochement soit effectif, un représentant de section syndicale SUD énergie a été désigné à CIVAUX.

Le SAEC s'engage à déposer des listes SAEC SUD aux élections de représentativité de fin d'année. Notre syndicat, ouvert aux agents de tous les services du CNPE de CIVAUX, appelle toutes celles et ceux qui se retrouvent dans nos valeurs, à nous rejoindre.

Au moment où nous écrivons ces lignes, une nouvelle section est née à la centrale de Golfech.

Pour monter vous aussi votre syndicat ou votre section SUD énergie, ou tout simplement adhérer et vous présenter aux élections, il vous suffit de nous contacter. Des élections de représentativité auront lieu cet automne dans les IEG.

Vous trouverez nos coordonnées en bas de ce flash.

Accord EDF CGNPC et autres affaires inquiétantes

Le récent projet d'accord entre EDF et China Guangdong Nuclear Power Holding (CGNPC) pour la construction et la commercialisation d'un réacteur de moyenne puissance a provoqué une réaction en chaîne (c'est le cas de le dire). Au point que notre PDG serait sous le coup d'une enquête de l'Inspection Générale des Finances, visant à s'assurer qu'aucun « secret industriel » n'aurait été transmis à l'exploitant chinois dans le cadre de cet accord, accusation portée par Areva. Difficile d'y voir clair, compte tenu de l'opacité entretenue sur le sujet et des coups de billard à plusieurs bandes qui se jouent entre les différents acteurs. Il semblerait qu'Areva digère mal le fait qu'EDF serait prête à travailler sans elle avec CGNPC, au titre que le réacteur objet de l'accord, un modèle plus petit que l'EPR jugé trop coûteux et difficilement vendable « à l'export », ne serait pas nécessairement l'Atmea, qu'Areva développe avec Mitsubishi depuis 2007 et espère (espérait ?) bien vendre comme des petits pains dans le monde entier ...

Quand on se souvient des soupçons d'espionnage informatique de Greenpeace qui pèsent sur EDF, dont la boîte vient d'être opportunément blanchie en appel après avoir été condamnée à 1,5 Millions d'Euros d'amende en première instance, on a quand même des raisons de s'inquiéter des pratiques en cours dans le milieu nucléaire, qui, si les responsabilités des entreprises étaient établies, friserait la barbouzerie.

Et voilà que l'ASN menace H. Proglio de poursuites pénales pour « travail dissimulé » et « prêt de main-d'œuvre à but lucratif » dans certaines centrales. Il s'agirait de plusieurs postes d'Assistanat de Direction « sous-traités » dans des conditions illégales, au détriment bien sûr des salariées concernées qui auraient dû, en principe, être recrutées depuis longtemps comme agent statutaire. SUD Energie porte l'affaire devant la Justice dans plusieurs centrales. Cela fait des années qu'avec d'autres, nous dénonçons les pratiques de sous-traitance dans l'entreprise, qui, sous-couvert d'une soi-disant « Responsabilité Sociale », permettent de faire des économies sur le dos de salariés travaillant sur des missions pourtant pérennes, mais qui se voient privés des droits et des garanties statutaires et sont livrés à des patrons qui se bornent à appliquer au mieux les conventions collectives de leur secteur ... quand il ne s'agit pas de patrons voyous, comme ceux de « MD Sécurité Privée », société de gardiennage dénoncée pour ses pratiques honteuses et illégales il y a quelque temps (non-paiement de cotisations à l'Urssaf, pression/harcèlement sur les salariés souvent sans papiers ...) ... et toujours prestataire de la R&D-DA-DIG pour le gardiennage de nos sites ... Car la R&D n'est pas en reste, qui outre le gardiennage, sous-traite le courrier, l'accueil et le ménage sur ses sites.

Mais c'est sans doute dans la maintenance nucléaire que le problème de la sous-traitance est le plus sérieux. D'abord, en nombre : selon l'ASN, 20 000 salariés de sociétés sous-traitantes, soit à peu près autant que d'agents statutaires, travaillent sur les sites nucléaires pendant les arrêts des 58 tranches du parc. D'autre part parce que, outre les problèmes de manque de formation, de perte de compétences et de qualifications, de difficulté de suivi des salariés, que posent la sous-traitance de missions hautement critiques pour la sûreté, les « invisibles » du nucléaire travaillent dans des conditions de travail déplorables, régulièrement pointées du doigt. Dernière illustration en date, révélée par le Canard Enchaîné : l'employeur sous-traitant d'EDF aurait « égaré » le dosimètre d'un salarié licencié, atteint d'un lymphome, et qui tente de faire reconnaître son cancer comme maladie professionnelle ... Une honte.

On ne peut que se féliciter que l'ASN prenne position sur ces questions. Mais il faut aller plus loin : pour nous, toutes les missions pérennes effectuées pour l'entreprise doivent être réinternalisées, et les salariés recrutés au statut !

" SUD ÉNERGIE a déposé un préavis de grève à la demande des agents du service automatismes de la centrale de PENLY. Parmi les principales revendications : revalorisation du taux d'avancement au choix; reconnaissance de la spécificité du métier d'automaticien en centrale et de la disponibilité." Des négociations sont en cours.

Deux anciens dirigeants d'EDF EN à la tête de Voltalis

Pâris Mouratoglou et David Corchia détiennent entre 5 et 10 % de Voltalis, indiquent Les Échos dans l'édition du mercredi 13 mars.

Le Médiateur de l'énergie fait état de 230 000 résiliations de contrat

19 % des Français qui ont saisi le médiateur en 2012 avaient des dettes moyennes de 1 900 euros : 580 000 coupures ou réductions de puissance ont été constatées ; 230 000 « RIF » (résiliation à l'initiative du fournisseur) signalées.

Arrêt définitif anticipé pour l'unité 1 de la centrale du Havre

L'unité de production n°1 de la centrale au charbon du Havre a été définitivement arrêtée vendredi 8 mars.

L'IRSN vient de publier deux rapports sur la sûreté nucléaire en France en 2011 :

« Point de vue de l'IRSN sur la sûreté et la radioprotection du parc électronucléaire français en 2011 » et

« Bilan des événements de transport de matières radioactives survenus en France de 1999 à 2011 ». France de 1999 à 2011 ».

Toujours intéressant...

VOICI VENUE LA SAISON DES AVANCEMENTS !!!

Pas pour vous ?

La rémunération des personnels d'EDF est la cible d'attaques en règle de la part de la Cour des comptes.

Dans quel monde vivons nous, pour que la politique de rémunération d'une entreprise constitue une faute épinglée par une des plus hautes institutions de l'état, officiellement en charge de « s'assurer du bon emploi de l'argent public et d'en informer les citoyens » ?

Cette dernière prétend que les agents ont des avantages exorbitants. Ce torrent de boue, relayé par certains médias constitue une véritable agression.

Suite à cette dernière, **un tract «anti agents EDF» est sorti par le biais d'une association prétendant défendre les retraites.** Tout le monde doit savoir que cette association est dirigée par les membres du front national qui n'ont pas le courage de leurs opinions et préfèrent flatter d'un côté pour mieux détruire de l'autre. La division des citoyens est leur stratégie.

Henri Proglio, interviewé sur le sujet, a déclaré: «je n'y peux rien, c'est la loi». Il sous-entend par là que si ça ne tenait qu'à lui, tout ceci serait bien fini. Tous ces « avantages » n'existeraient plus. Il a déjà diligemment avec l'aide du précédent gouvernement une attaque vers le tarif particulier des agents. **Bien sûr, rien contre sa rémunération indécente qu'il peine à diminuer comme le prévoit pourtant le décret de loi de juillet 2012.**

SUD Énergie réaffirme que **les agents des IEG n'ont pas à rougir de ce qu'ils ont** et que tout ceci ne compense pas la perte de pouvoir d'achat subie par les personnels depuis 20 ans. Les faibles augmentations du SNB ne compensent même plus l'inflation, et ce depuis de nombreuses années.

Les directions de nos industries mettent à contribution leurs salariés afin de s'en servir de vecteur de communication, les incitent même à communiquer dans l'intérêt de leur entreprise (cf lettre de Proglio post Fukushima), mais elles n'hésitent pas, de leur côté, par l'intermédiaire des médias, à les montrer du doigt et les faire passer pour des nantis.

Ces gens ne sont plus des dirigeants d'entreprises publiques, mais des militants de la cause patronale !!!

Ils bénéficient apparemment pour cela de l'appui du gouvernement.



À ErDF LOIRET

Couper, c'est gagné !!!

Les agents erdf/grdf d'une agence du Loiret ont été invités à participer un challenge d'un goût très douteux. Une tablette tactile pour l'agent qui effectuera le plus de coupures pour «impayés» et des chèques cadeaux pour les plus performants.

Heureusement, ce concours a été stoppé sous l'ampleur médiatique que prenait l'affaire.

L'attitude de la **direction nationale et locale** prêterait à rire si l'affaire n'était pas aussi grave.

À grand coup médiatique dont elle a le secret, elle accuse un dérapage local et vient nous parler d'éthique, de mission de service public, et **va même jusqu'à interpeller toute personne qui mentionne l'affaire sur les réseaux sociaux.**

Et pourtant c'est bien elle qui casse chaque jour un peu plus le service public, qui demande avec acharnement toujours plus de rentabilité à ses agents... sur le dos des usagés, qui instaure des primes individualisées au rendement. Le système de challenge est gravissime, mais il existe partout, et ce depuis longtemps sauf que: ce ne sont pas toujours des cadeaux qui sont en jeu, mais parfois une carrière ou même un emploi... souvenez-vous de Jeff Duval !!!



Que ces directions arrêtent donc de nous parler d'humanité...

Il est temps de dire stop aux coupures pour impayé, l'énergie est un droit et nous ne pouvons tolérer plus longtemps qu'une direction abuse de son pouvoir sur les usagers et transforme ses agents en « machine à couper ».

SUD Énergie a participé au rassemblement du 4 janvier à la préfecture du Loiret afin de réclamer l'arrêt des coupures chez les précaires. Ce rassemblement était à l'initiative d'associations, de partis politiques et d'élus.



Le flash que vous venez de lire est une presse syndicale militante, fruit du travail volontaire de nos sections syndicales. Vous remarquerez que vous n'y trouverez aucune publicité des IEG. Vous n'en trouverez jamais, car nous tenons par-dessus tout à notre indépendance syndicale.

Nous avons besoin de vos informations, n'hésitez pas à nous en envoyer et à nous apporter votre soutien !

Sud
FÉDÉRATION DES SYNDICATS
Energie

NOUS CONTACTER

Sur internet: www.sudenergie.com

Sur FaceBook : Sud énergie

ou par téléphone et courriel :

Jérôme SCHMITT: 06 32 80 98 93 jerome.schmitt@sudenergie.com

Bruno Bernard: 06 72 35 20 40. sudenergiepenly@wanadoo.fr

Union
Syndicale
Solidaires